

Convention de coopération entre pouvoirs adjudicateurs

Entre

Le Conservatoire d'espaces naturels Rhône-Alpes, association loi 1901, ayant son siège social à la maison forte 69390 Vourles, n° SIRET 39853422200037, représenté par son Président Monsieur Yves FRANCOIS et agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'administration réuni le 15 juin 2023, appelé le « CEN »

d'une part,

et

La Commune de Viviers, ayant son siège au 2, avenue Pierre Mendès-France 07220 Viviers, représentée par son Maire Madame MATTEI Martine, habilitée par délibération du Conseil Municipal n° 2020-001 en date du 4 juillet 2020, devenue exécutoire après validation en préfecture le 6 juillet 2020, appelée «Commune».

d'autre part,

Le CEN et la Commune étant ci-après dénommés individuellement le « Partenaire » et collectivement les «Partenaires ».

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

La directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 UE sur la passation des marchés publics et les articles L. 2511-6 et L. 3211-6 du code de la commande publique définissent les conditions dans lesquelles les pouvoirs adjudicateurs peuvent conclure des conventions de coopération entre pouvoirs adjudicateurs, en franchise des règles de publicité et de mise en concurrence. C'est, sur la base des dispositions précitées, que la présente convention est conclue.

Le CEN Rhône-Alpes

Le CEN est une association interdépartementale (intervenant directement sur 5 départements) bénéficiant d'un agrément « Conservatoire d'espaces naturels » (Art. L. 414-11 du Code de l'environnement) délivré par le préfet de Région et le président de la Région Rhône-Alpes.

Cet agrément d'une durée de 10 ans est fondé sur la mise en œuvre de plans d'actions quinquennaux, élaborés avec ses partenaires et dont la réalisation est soumise au contrôle des autorités publiques.

A ce titre, il est chargé d'une mission d'intérêt général visant à contribuer « à la *préservation d'espaces naturels et semi-naturels notamment par des actions de connaissance, de maîtrise foncière et d'usage, de gestion et de valorisation du patrimoine naturel sur le territoire régional* » et de mener « des missions d'expertise locales et des missions d'animation territoriale en appui aux politiques publiques en faveur du patrimoine naturel ».

Conformément à ses statuts, le CEN est compétent dans les différents champs d'action suivants :

« L'association réalise ses objectifs :

- 1. en obtenant la maîtrise foncière ou la maîtrise d'usage des terrains présentant un intérêt pour l'objet défini à l'article 1 tels que forêts, landes, prairies, pelouses, tourbières, marais, étangs, cours d'eau. Ses moyens d'action sont l'acquisition, la location ou la convention de gestion passée avec les propriétaires ou les ayants droit des terrains concernés. Elle assure la gestion des terrains dont elle obtient la maîtrise par tout moyen à sa convenance permettant de satisfaire à l'objet défini à l'article 1 et notamment par les activités économiques adaptées à la conservation du milieu. La mise à disposition du public et l'aménagement éventuel de ces terrains s'effectuent en compatibilité avec leur intérêt écologique et paysager.
- 2. en accompagnant les actions de préservation de la biodiversité prises en charge par les collectivités territoriales, des groupes d'usagers, des entreprises...
- 3. en prenant également toute initiative concourant à la réalisation de ses objectifs tels que inventaires, études, actions de formation, gestion de données, publication et travaux scientifiques etc..., sur le territoire rhônalpin voire sur l'ensemble de la région Auvergne-Rhône-Alpes, et au-delà à l'échelle d'un bassin ou d'un massif, en accord avec les conservatoires agréés concernés

L'association veille à mener ces actions en partenariat avec toutes les parties concernées. Elle assure en outre leur publicité et leur promotion par tous moyens appropriés. ».

Ses statuts lui confèrent une administration collégiale où sont représentés :

- Les collectivités territoriales (Communes, intercommunalités et Conseils départementaux).
- Les organismes qualifiés (fédérations régionales de chasseurs, des pêcheurs, Chambre régionale d'agriculture, associations de protection de la nature, Forêt publiques et privés, Parcs Naturels Régionaux, Réserves naturelles, Service pastoral, réseau d'éducation à l'environnement, Institut de formation agricole).
- Des adhérents individuels
- Les autres Conservatoires d'espaces naturels de la région.
- Des invités permanents que sont la DREAL, la Région, la DRAAF et l'OFB.

Un conseil scientifique des CEN d'AURA assure la validation des différents documents de planification et réponses aux interrogations des équipes et des partenaires.

Le CEN bénéficie du soutien financier de très nombreux partenaires très majoritairement publics. Ils représentent chaque année, depuis plus de 30 ans, plus de 90% des recettes du CEN.

Le CEN est un organisme de droit public et qualifié de pouvoir adjudicateur au sens de l'article L. 1211-1 2° du code de la commande publique.

La Commune de Viviers

Situé entre le Rhône et son canal et la rivière Escoutay, Viviers est un territoire marqué par le fleuve mais aussi les reliefs qui enserrant la ville. Ces paysages donnent à Viviers une identité marquée, par les perspectives qu'ils constituent. La cathédrale et la ville fortifiée dominent fièrement la plaine, et s'inscrivent dans l'environnement montagneux. Elles sont au cœur d'un tissu urbain médiéval très dense, niché entre fleuve et montagne.

Engagé dans une politique environnementale et patrimoniale afin de garantir un environnement préservé sur la commune, et souhaitant faire bénéficier la population d'un cadre de vie de qualité, la Commune de Viviers porte et soutient des actions environnementales variées sur son territoire.

Les Partenaires souhaitent tous deux réaliser des actions en vue de la préservation et de la valorisation des espaces naturels, paysagers et patrimoniaux de ce territoire, ainsi que le renforcement de l'appropriation des enjeux environnementaux auprès des populations locales. Ils disposent chacun de moyens et d'expertises propres utiles pour la bonne réalisation de ses actions.

La commune souhaite bénéficier de l'appui du CEN dans sa capitalisation des connaissances et son expertise sur les enjeux « milieux naturels, biodiversité, trame verte et bleue » de son territoire, dans sa coopération et son partenariat avec les acteurs locaux autour de la préservation de la plaine alluviale du fleuve Rhône, dans sa conduite de projets concertés autour de la gestion des espaces naturels à enjeux.

Dans ces circonstances, les Partenaires se sont rapprochés en vue de mettre en œuvre ces actions au travers d'une coopération visant à mutualiser leurs moyens et expertises propres.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 : Objet de la convention de coopération

La présente convention a pour objet de définir les modalités de coopération des Partenaires en vue de la réalisation des actions liées à la préservation et la valorisation des espaces naturels du territoire, en conformité avec les dispositions de l'article L. 2511-6 du code de la commande publique.

Elle définit ainsi :

- les actions relevant des compétences des Partenaires objet de la coopération,
- les objectifs communs recherchés par les Partenaires au travers de la coopération,
- les modalités financières de coopération garantissant sa finalité d'intérêt public et non liée au marché.

Cette coopération permet de mutualiser les compétences des 2 Partenaires, assurer une homogénéité et cohérence d'intervention sur le territoire, contribuer à faire monter en compétence les personnels et acteurs associés.

Article 2 : Champ d'application territorial

La coopération entre les Partenaires concerne l'ensemble du territoire communal de Viviers, et tout particulièrement le secteur de la plaine alluviale du fleuve Rhône.

Article 3 : Objectifs communs de la coopération

Au travers de la mise en œuvre de cette coopération, les Partenaires visent à la réalisation des objectifs communs suivants :

- Capitalisation des éléments de connaissances sur les enjeux environnementaux du territoire ;
- Coordination des échanges, des informations et des actions de gestion sur les secteurs d'espaces naturels à enjeux ;
- Contribution aux différentes stratégies territoriales et environnementales déployées par les partenaires ;
- Contribution à la montée en compétence des personnels sur les sujets environnementaux ;
- Contribution à renforcer l'appropriation des enjeux environnementaux du territoire auprès de la population locale et à la sensibilisation du public (grand public, scolaires, etc.).

Article 4 : Modalités de la coopération

Les Partenaires affecteront de manière générale tous les moyens nécessaires à la bonne réalisation de la coopération et se communiqueront l'ensemble des informations nécessaires à leur bonne exécution.

Chacune des parties s'engage à apporter des moyens humains et financiers pour mener à bien des projets qu'elles portent en commun, au bénéfice du territoire. Dans le cadre de la coopération, les Partenaires seront chacun chargés des missions décrites ci-après.

4.1 Missions et engagements du CEN

- participation, dans la limite des disponibilités et du temps alloué, aux instances de pilotage des projets déployés par la collectivité ayant une composante « milieux naturels et biodiversité »,
- mise à disposition de l'ensemble des données disponibles nécessaires au bon avancement des projets et actions,
- appui à l'expertise sur les enjeux écologiques et fonctionnels des milieux,
- apports des compétences en termes de gestion et de valorisation des milieux naturels, et d'éducation à l'environnement,
- informer la commune des nouveaux projets et actions pouvant émerger sur son territoire permettant l'atteinte des objectifs communs de la coopération, et échanger sur les synergies éventuelles, et les mettre en œuvre le cas échéant.

4.2 Missions et engagements de la Commune

- poursuivre ses réflexions, projets et actions en faveur de la préservation et de la valorisation des milieux naturels, et aux projets d'éducation à l'environnement,
- participer aux instances de pilotage, dans la limite des disponibilités et du temps alloué, des actions dont le Cen est maître d'ouvrage ;
- inviter le CEN aux instances de pilotage de ses projets ayant une composante « milieux naturels et biodiversité »,
- mettre à disposition du CEN l'ensemble des données nécessaires au bon avancement d'actions communes,
- faciliter les mises en relation avec les partenaires locaux.
- informer le Cen des nouveaux projets et actions pouvant émerger sur son territoire permettant l'atteinte des objectifs communs de la coopération, et échanger sur les synergies éventuelles, et les mettre en œuvre le cas échéant.

Article 5 : Comité de suivi de la convention de coopération

Un comité pourra se réunir au besoin des Partenaires pour à la fois suivre l'état d'avancement des actions annuelles menées par chacun des Partenaires, en faire un bilan et définir précisément les besoins futurs. Il permettra de :

- Favoriser la concertation entre les deux parties pour toutes les actions menées ensemble ou par l'une ou l'autre d'entre elles, dans le domaine du programme d'action.
- Prendre connaissance des orientations scientifiques et stratégiques respectives des Partenaires, de leurs infléchissements éventuels.
- Proposer aux instances compétentes de chacune des parties le programme d'actions relevant du partenariat.
- Etablir conjointement des bilans du programme de travail.
- Prendre toute décision facilitant l'exécution de la Convention.
- Suivre la bonne diffusion et valorisation des projets.

Il est constitué des représentants désignés par chaque partie. Il se réunira autant de fois que nécessaire dans un lieu défini conjointement par les Partenaires. Chaque réunion du Comité de suivi fait l'objet d'un compte-rendu rédigé alternativement par chaque Partenaire.

Article 6 : Echanges de données

Les Partenaires s'engagent à mettre mutuellement à disposition toutes les données produites ou qu'elles pourraient produire sur le territoire.

Le cas échéant les Partenaires proposeront une convention d'échanges de données qui cadrera l'utilisation de celles-ci.

Les données SIG seront échangées en format Shapefile pour les données vectorielles et en format GeoTIFF ou ECW pour les fichiers rasters.

De manière générale, les formats libres seront préférés aux formats propriétaires.
Les données géographiques ainsi échangées seront projetées en RGF 93 - Lambert 93 (EPSG : 2154).

Les parties s'engagent également à porter sur tous les documents produits en caractères apparents, dans le cadre de la mission confiée, les mentions relatives à la source et aux droits des données.

Seules les données comportant des clauses de restrictions de leurs diffusions indiquées par le propriétaire ne pourront être échangées (Exemple Ministère des finances, ...).

Article 7 : Modalités financières de la coopération

Conformément aux dispositions de l'article L. 2511-6 du code de la commande publique, la coopération est instituée entre les Partenaires exclusivement pour une finalité d'intérêt public.

Les Partenaires recherchent la mutualisation de moyens dans l'objectif d'une meilleure efficience dans la gestion des dépenses publiques.

Le maître d'ouvrage de l'opération, qu'il soit le CEN ou la commune de Viviers, informe les différents partenaires financiers de cette coopération pour conserver toute transparence des financements sollicités.

Les Partenaires conviennent que les charges supplémentaires de fonctionnement induites par la réalisation des missions décrites à l'article 4 font l'objet d'un remboursement à l'euro l'euro, dans les conditions décrites en annexe à la présente convention.

Les conditions de versement des indemnités sont précisées dans les annexes à la présente convention.

Article 8 : Responsabilité et assurance

Les Partenaires déclarent avoir souscrit une assurance garantissant leur responsabilité civile professionnelle résultant de leur activité, de leur personnel et de leur équipement couvrant tout dommage aux biens et personnes consécutifs à des actes ou faits engageant leur responsabilité.
Les missions objet de la présente entrent dans le champ d'activités couvert par cette assurance.

Article 9 : Durée de la convention - Renouvellement - Modification - Dénonciation

9.1. Durée de la convention

La présente convention de coopération prend effet à la date de signature pour une durée de 3 ans.

9.2. Renouvellement – modification

Les Partenaires conjugueront leurs efforts, dès le 1er trimestre de la dernière année de la convention pour étudier ensemble l'opportunité de la poursuite de la coopération. Les Partenaires pourront modifier ou proroger la convention de coopération, par voie d'avenant.

Des avenants annuels préciseront les niveaux d'indemnités et les missions réalisées.

9.3. Dénonciation

La présente convention peut être résiliée conventionnellement au gré des Partenaires ou sur décision unilatérale de l'une d'elles, obligatoirement motivée et pour des motifs sérieux d'intérêt général, avant son terme, avec préavis de trois mois adressé par courrier recommandé avec accusé de réception. À la date de la dénonciation, chacune des parties se libérera de ses obligations respectives ou des sommes dues, selon un règlement amiable convenu avant le terme du préavis.

En cas d'inexécution partielle ou totale des obligations, comme en cas de faute grave ou de manquements répétés par l'un des Partenaires, dans le délai d'un mois après mise en demeure restée sans effet à l'encontre du Partenaire incriminé, la présente convention est réputée être résiliée de plein droit, aux torts et risques du Partenaire défaillant. Ce-dernier assume alors les préjudices susceptibles de résulter pour son Partenaire de l'interruption prématurée de la coopération.

9.4 Règlement des différends

Les Partenaires conviennent de tout mettre en œuvre pour parvenir à un règlement amiable de tout litige relatif à l'exécution de la présente convention.

Tout différend qui ne trouverait pas de solution amiable fera l'objet d'une réclamation écrite et transmise par courrier recommandé avec accusé de réception à laquelle il sera répondu par le Partenaire interpellé dans un délai maximum de trente jours à compter de la réception de la réclamation. Les contestations qui pourraient s'élever entre les Partenaires au sujet de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention sont de la compétence des tribunaux administratifs.

Cette convention, comprenant 9 articles et 1 annexe, est établie en 2 exemplaires originaux.

Fait le 27 mai 2025, à Viviers

Pour le CEN
Yves FRANCOIS, président

Pour la Commune
MATTEI Martine, Maire



ANNEXE - Modalités financières de la coopération

Envoyé en préfecture le 02/06/2025

Reçu en préfecture le 02/06/2025

Publié le

ID : 007-210703468-20250527-DEL2025_055SG-DE



Pour les années 2025/2026/2027, il est évalué par les parties que l'indemnité du CEN pour son implication dans cette collaboration ciblant le projet de restauration, gestion et valorisation des milieux alluviaux « Iles Saint-Nicolas et des Périers, ile aux oiseaux, ripisylve et îlot de Touchelaze » représente un montant global de 4 200 €.

Le coût affiché est net de taxe, le CEN n'étant pas assujéti à la TVA pour cette opération.

Le versement de cette indemnité sera effectué, par virement bancaire :

- 50 %, soit 2 100 €, à la signature de la présente convention,
- 50 %, soit 2 100 €, après achèvement de l'action et au plus tard le 31 mai 2028.

En cas de non réalisation par le CEN pour cause de force majeure, il s'engage à rembourser l'intégralité de l'indemnité qu'il n'aurait pas consommée.



Rélevé d'Identité Bancaire

Ce relevé est destiné à être remis, sur leur demande, à vos créanciers ou débiteurs appelés à faire inscrire des opérations à votre compte (virement, paiement de quittance, etc). Son utilisation vous garantit le bon enregistrement des opérations en cause et vous évite ainsi les réclamations pour erreurs ou retards d'imputation.

42569	10000	08015438788	98	GRUPE CREDIT COOPERATIF
code élab.	code guichet	numéro de compte	clé RIB	domiciliation

IBAN

FR76	4256	9100	0008	0154	3878	696
------	------	------	------	------	------	-----

BIC

C	C	O	P	F	R	P	P	X	X	X
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

LYON PART DIEU
94 AVENUE FELIX FAURE
CS 23731
Tél.: 04.27.84.12.09

Intitulé du compte

CONSERVATOIRE
C.E.N. RHONE ALPES
LA MAISON FORTE

Envoyé en préfecture le 02/06/2025

Reçu en préfecture le 02/06/2025

Publié le 02



ID : 007-210703468-20250527-DEL2025_055SG-DE